

**Direction des Achats**

**Service achats de fournitures, services & prestations intellectuelles**  
(SAFSPI) – Pôle Transversal

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Acheteur :**

**Sorbonne Université**

Représenté par :

**La Présidente de Sorbonne Université**

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

**Direction des Achats**

**Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles**

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05

***Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05***

**OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

**Prestations de surveillance des examens organisés par la Faculté des Lettres de Sorbonne Université**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : Objet .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 : Procédure de passation .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Structuration de l'accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
4.1 Allotissement.....	4
4.2 Forme de l'accord-cadre .....	4
<b>Article 5 : Montant de l'accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 6 : Durée.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 7 : Pièces contractuelles.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 8 : Modification de l'accord-cadre.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 9 : Prestations similaires .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 10 : Obligations générales des parties.....</b>	<b>6</b>
10.1 Représentation des parties .....	6
10.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur .....	6
10.1.2 Représentation du titulaire .....	6
10.2 Groupement d'opérateurs économiques (cotraitance) .....	6
10.3 Sous-traitance.....	6
10.4 Obligations du titulaire.....	7
10.4.1 Obligation de résultat.....	7
10.4.2 Obligation d'information et de conseil .....	7
10.4.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail .....	8
10.4.4 Réparation des dommages.....	8
10.5 Obligations du pouvoir adjudicateur.....	8
<b>Article 11 : Modalités d'exécution .....</b>	<b>8</b>
11.1 Bons de commande.....	8
11.1.1 Modification d'un bon de commande.....	9
11.1.2 Suspension d'un bon de commande .....	9
11.1.3 Interruption d'un bon de commande.....	9
11.2 Conditions particulières d'exécution des prestations.....	10
<b>Article 12 : Constatation de l'exécution des prestations.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 14 : Prix.....</b>	<b>10</b>

14.1	Forme des prix.....	10
14.2	Contenu des prix et prix de règlement.....	10
14.3	Révision des prix.....	10
14.4	Clause butoir .....	11
14.5	Clause de sauvegarde.....	11
<b>Article 15 :</b>	<b>Clause de réexamen .....</b>	<b>11</b>
<b>Article 16 :</b>	<b>Modalités de règlement .....</b>	<b>11</b>
16.1	Paiement .....	11
16.2	Avance .....	12
16.3	Facturation .....	12
16.4	Facturation électronique.....	12
16.5	Paiement des sous-traitants.....	13
16.6	Délai global de paiement.....	13
16.7	Nantissement ou cession de créance .....	13
<b>Article 17 :</b>	<b>Assurances.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 18 :</b>	<b>Responsabilité.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 19 :</b>	<b>Confidentialité .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 20 :</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 21 :</b>	<b>Défaillance du titulaire .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 22 :</b>	<b>Résiliation.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 23 :</b>	<b>Différends entre les parties.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 24 :</b>	<b>Dérogation au CCAG-FCS .....</b>	<b>15</b>

## **Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur**

**Sorbonne Université**  
**21, rue de l'École de Médecine**  
**75006 Paris**

**Représenté par :**

La Présidente de Sorbonne Université : Nathalie DRACH-TEMAM

**Direction des Achats**  
**Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles**  
18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05  
**Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05**

## **Article 2 : Objet**

La présente consultation a pour objet d'assurer des prestations de surveillance des examens écrits terminaux de Licence au profit de la Faculté des Lettres de Sorbonne Université.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **Article 3 : Procédure de passation**

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Les prestations relèvent d'un contrat de Fourniture et de Services – CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS).

## **Article 4 : Structuration de l'accord-cadre**

### **4.1 Allotissement**

Le présent accord-cadre n'est pas alloti, en effet, son objet ne permet pas d'identifier de prestations distinctes.

### **4.2 Forme de l'accord-cadre**

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes mon attributaire.

Les prix unitaires sont mentionnés dans le bordereau de prix unitaires. Ils seront commandés selon les besoins de Sorbonne Université. Les quantités indiquées dans le Détail Quantitatif estimatif (DQE) ne sont pas contractuelles.

En application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 et suivants du Code de la commande publique, la présente consultation est passée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

## **Article 5 : Montant de l'accord-cadre**

Le montant maximum de l'accord-cadre est de 1 200 000 € H.T pour toute la durée.

Aucune valeur minimale de commande ne pourra être exigée par le titulaire.

## Article 6 : Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 12 mois. Il est renouvelable 3 fois tacitement pour une durée de 12 mois, soit une durée totale de 48 mois (4 ans). Il prendra effet à compter de sa date de notification.

En cas de non-reconduction, Sorbonne Université devra en informer le titulaire par voie expresse deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. L'absence de reconduction est un pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur.

## Article 7 : Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les pièces particulières, les pièces générales, et les pièces de l'offre.

Ces pièces sont énumérées dans leur ordre décroissant de priorité.

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et son annexe financière
  - o Annexe financière : Bordereau des Prix unitaires (BPU)
- Les avenants le cas échéant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) accepté sans aucune modification ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- La mise au point le cas échéant ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).
- Le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
- L'offre technique du titulaire.
- Les bons de commande.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de Sorbonne Université, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

## Article 8 : Modification de l'accord-cadre

Toute modification fera l'objet de la passation d'un avenant dans le respect des dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

**Évolution de la réglementation :** Par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

#### **Article 9 : Prestations similaires**

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

#### **Article 10 : Obligation générales des parties**

##### **10.1 Représentation des parties**

###### **10.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur**

Dès la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

###### **10.1.2 Représentation du titulaire**

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Celle-ci est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprisepouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

##### **10.2 Groupement d'opérateurs économiques (cotraitance)**

Les dispositions prévues à l'article 3.5 du CCAG-FCS sont seules applicables.

##### **10.3 Sous-traitance**

Conformément aux articles R2193-4 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du Code de la commande publique, et en application des dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions du Code. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance de l'accord-cadre, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du GGA-FCS, une pénalité égale 1/300<sup>ème</sup> du montant hors taxes de l'accord-cadre, éventuellement modifiés par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

#### 10.4 Obligations du titulaire

##### 10.4.1 Obligation de résultat

Le présent accord-cadre, est soumis à une **obligation générale de résultat** de la part du titulaire pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer rigoureusement aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par les documents du marché, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités et ou indemnités telles que prévues au présent CCAP, de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché, conformément aux dispositions CCAG-FCS et du présent CCAP.

Le titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement de ses missions et atteindre les niveaux de qualité requis, qui sont compatibles avec l'activité de l'établissement.

##### 10.4.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du pouvoir adjudicateur. Il est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le pouvoir adjudicateur sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du pouvoir adjudicateur.

#### **10.4.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'administration pourra soit appliquer la pénalité prévue, soit résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

#### **10.4.4 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature, causés au personnel et à leurs biens ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel et à leurs biens ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

### **10.5 Obligations du pouvoir adjudicateur**

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire tout document et information, nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

### **Article 11 : Modalités d'exécution**

L'exécution de l'accord-cadre débute à compter de sa date de notification au titulaire.

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution de l'accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait.

#### **11.1 Bons de commande**



L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande. Les bons de commande précisent les prestations à exécuter et sont notifiés au titulaire par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur par email et/ou par courrier postal.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Chaque bon de commande doit comporter au minimum les renseignements suivants :

- la référence du présent accord-cadre ;
- le numéro de commande SIFAC SU ;
- la date de la commande ;
- le nom du service émetteur de la commande ;
- le descriptif de la prestation commandée ;
- le prix de la prestation exprimé en euro HT ;
- le taux de TVA appliqué ;
- le prix de la prestation en euros TTC ;
- la date de la prestation ;
- le lieu d'exécution ;
- le délai d'exécution de la prestation, exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois.

À compter de la notification du bon de commande, et par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de deux (2) jours ouvrés, à compter de la date de réception du bon de commande, pour notifier par email ses observations éventuelles au pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté.

Les éventuelles annexes particulières afférentes à la commande sont jointes au bon de commande.

#### **11.1.1 Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des prestations demandées. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

#### **11.1.2 Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

À l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

#### **11.1.3 Interruption d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

### **11.2 Conditions particulières d'exécution des prestations**

La qualité du service doit être assurée pendant toute la durée de l'accord-cadre dans les conditions spécifiques, décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'engage aussi à prendre à sa charge toute adaptation de ses propres moyens et équipements qui pourraient s'imposer du fait d'évolutions technologiques des équipements à entretenir.

### **Article 12 : Constatation de l'exécution des prestations**

Les opérations de vérification d'exécution des prestations par le titulaire sont régies par les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

### **Article 14 : Prix**

#### **14.1 Forme des prix**

Le présent accord-cadre est à prix unitaires :

- Les prix unitaires mentionnés dans le bordereau de prix unitaires, concernent les consommables et les prestations annexes (encres, têtes de rechange, maintenance...). Ils seront commandés selon les besoins de Sorbonne Université. Les quantités indiquées dans le Détail Quantitatif estimatif (DQE) ne sont pas contractuelles.

#### **14.2 Contenu des prix et prix de règlement**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Le prix comprend les prestations demandées, l'équipement, les frais de personnel et de déplacement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et ainsi que les marges bénéficiaires.

#### **14.3 Révision des prix**

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, la date d'établissement du prix correspond au mois précédent la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois m0 » (mois zéro). Les prix sont fermes durant la première période de l'accord-cadre soit 12 mois.

La révision s'effectue une fois par an, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sous réserve d'un préavis d'un mois adressé à SU, par lettre recommandée avec accusé de réception accompagnée du nouveau bordereau de prix unitaires daté et signé et de tout justificatifs nécessaires, par application de la formule suivante :

Les prix sont révisés annuellement, à la date anniversaire de la signature du marché, par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (0.125 + 0.875 \text{ Indice1/Indice 0})$$

Dans laquelle :

P1 = représente le prix révisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

Indice0 = désigne le dernier indice publié au « mois zéro »,

Indice1 = désigne le dernier indice publié à la date de révision.

L'indice de référence, publié par l'INSEE, est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565196.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au Mois précédent la remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient est calculé une première fois à la date de démarrage de la seconde période d'exécution.

Le coefficient est ensuite recalculé tous les 12 mois à la date anniversaire de la signature du marché.

Dans le cas où l'indice prévu pour la variation des prix venait à être supprimé durant l'exécution de l'accord cadre, le nouvel indice à prendre en compte sera celui proposé par l'INSEE.

#### **14.4 Clause butoir**

Sorbonne Université se réserve le droit d'appliquer une clause butoir sur l'évolution des prix résultants de la révision annuelle.

La clause butoir est définie avec une évolution des prix limitée à une augmentation de 5% maximum.

#### **14.5 Clause de sauvegarde**

En cas de dépassement de la clause butoir, Sorbonne Université se réserve le droit d'appliquer la présente clause de sauvegarde permettant la résiliation de l'accord-cadre sans indemnité pour le Titulaire.

#### **Article 15 : Clause de réexamen**

Indépendamment de tout acte modificatif qui serait rendu nécessaire en cas de difficulté d'exécution, le présent accord-cadre comprend une clause de réexamen.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et fournitures figurant au présent C.C.P l'ajout ou la suppression de prestations imprévues, strictement liées à l'objet de l'accord-cadre et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

La clause de réexamen pourra notamment être activée pour étendre le périmètre de l'accord-cadre aux autres facultés de Sorbonne Université.

#### **Article 16 : Modalités de règlement**

##### **16.1 Paiement**

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution de l'accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait, pour chaque livrable tel que décrits au CCTP et décomposés au sein de l'annexe financière.

Le paiement sera donc effectué à la suite de la réalisation de chaque session d'examens.

## **16.2 Avance**

Il n'est pas prévu d'avance.

## **16.3 Facturation**

Les factures seront établies à la suite de chaque session d'examens en un seul exemplaire et adressées à :

Sorbonne Université Agence Comptable  
Service comptabilité fournisseurs Boîte Courrier 500  
4 Place Jussieu  
75 252 Paris cedex 05

Les factures comporteront les informations suivantes :

- la date de la facture ;
- le numéro de la facture ;
- l'identité du titulaire ;
- la dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel) ;
- l'adresse du siège social ;
- l'adresse de facturation (si différente) ;
- le numéro de Siret ;
- la ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants) ;
- le numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans) ;
- la référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement) ;
- le nom du service destinataire ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de la commande ;
- Le SIRET du service destinataire (130 002 285 000 134) ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

## **16.4 Facturation électronique**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par Sorbonne Université que par dépôt au format PDF sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures seront établies selon la périodicité indiquée à l'article 9.1 du présent CCAP en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET de Sorbonne Université : 130 023 385 00011
- Le code EJ CHORUS
- Le code service :
- le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

#### **16.5 Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous- traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### **16.6 Délai global de paiement**

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché. Conformément à l'article 1 de l'arrêté du 15 juin 2020 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal et au règlement R2192-32 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université. Le comptable signataire de la dépense chargé du paiement est l'agent comptable de Sorbonne Université.

#### **16.7 Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## Article 17 : Assurances

Le titulaire devra justifier, avant le début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices ou attestations correspondantes.

Le titulaire s'engage à informer expressément Sorbonne Université de toute modification de son contrat d'assurance.

## Article 18 : Responsabilité

Tous dommages causés à un tiers, aux agents et aux biens de Sorbonne Université, dans le cadre de l'exécution du contrat entraîneront une réparation au frais du titulaire.

## Article 19 : Confidentialité

En complément aux dispositions prévues à l'article 5 du CCAG FCS, il est précisé ce qui suit :

Le titulaire ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution de l'accord-cadre ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties d'objets ou matériels par ces mêmes personnes.

Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

Tout manquement à cette règle pourrait entraîner la réparation des dommages et intérêt subi par Sorbonne Université.

## Article 20 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il n'y a pas d'exonération du paiement des pénalités si leur montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché. Aussi, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% du montant total hors taxes du marché. Les pénalités sont cumulables.

Objet de la pénalité	Montant de la pénalité
Pénalité pour retard d'un surveillant – par demi-journée	en cas de retard par rapport à l'horaire de début de prestation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 70 € par retard constaté. A partir de 15 minutes de retard, la pénalité pour absence se cumule à la pénalité de retard.
Pénalité pour absence d'un surveillant – par demi-journée	A partir de 15min de retard par rapport à l'horaire de début de prestation, le surveillant est réputé être absent pour la demi-journée concernée. La pénalité pour absence se cumule à la pénalité de retard. Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par absence constatée. La pénalité forfaitaire s'applique par demi-journée d'absence.
Pénalité pour non remise d'un livrable	En l'absence de remise d'un livrable (copies, feuilles d'émargement) par le surveillant à l'issue de l'épreuve,

	le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 € par livrable manquant.
Pénalité pour non-respect des consignes du CCTP par le surveillant	En cas de non-respect d'une consigne du CCTP par le surveillant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par session.
Pénalité pour non application des consignes fournies par l'Université en cas de fraude d'un élève	En cas de fraude d'un élève et de non application par le surveillant des consignes fournies par l'Université, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.

#### **Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé :**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

#### **Article 21 : Défaillance du titulaire**

En cas d'inexécution de prestation de service ou de livraison, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du titulaire, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques du titulaire ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

#### **Article 22 : Résiliation**

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le Chapitre 7 du CCAG-FCS.

#### **Article 23 : Différends entre les parties**

Si Sorbonne Université constate une mauvaise qualité des prestations ou le non-respect de certains engagements définis au contrat, il signale au titulaire les défaillances par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure.

Il fait à défaut, application de l'article 46 du CCAG-FCS.

#### **Article 24 : Dérogation au CCAG-FCS**

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article du CCAP	Clause concernée	Article du CCAG - TIC
Article 7	Pièces contractuelles	Article 4.1
Article 8	Modification de l'accord-cadre	Articles 5.2.2, 6.2 et 7.2
Article 10.3	Sous-traitance	Article 3.6
Article 11.1	Bons de commande	Article 3.7.2
Article 14.3	Révision des prix	Article 10.2.4
Article 20	Pénalités	Article 14